

Ecrit par le 5 avril 2025

Logement social : Grand Delta Habitat et Vallis Habitat fusionnent pour garder la main



Hôtel de Sade à Avignon. Les visages n'esquissent pas un sourire. Si l'heure n'est pas grave, elle est importante. Face à la salle, [Dominique Santoni](#), la présidente du Conseil départemental de Vaucluse, entourée à sa gauche par Michel Gontard président de [Grand Delta Habitat](#) et [Corinne Testud-Robert](#) présidente de Vallis Habitat. Ils sont ensemble pour annoncer [la fusion de Grand Delta Habitat avec Vallis habitat](#) vraisemblablement actée en septembre prochain. L'enjeu ? Faire face aux défis réglementaires de la construction et de la réhabilitation (RT2020) et en particulier à la phase 2 de la loi Elan. Résultat ? Le leader vauclusien sera à la tête de 38 000 logements en Vaucluse et au-delà, abolissant, d'un même coup, les frontières régionales.

Face à eux ?

[Cécile Helle](#) maire d'Avignon, [Joël Guin](#) président du Grand Avignon, [Gérard Daudet](#) maire de Cavailon -

Ecrit par le 5 avril 2025

et ancien président de la Fédé BTP 84- [Christian Pons](#) président de la fédé BTP 84, [Elisabeth Amoros](#) vice-présidente du Conseil départemental du canton de Cavaillon, [Gilbert Marcelli](#) président de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse, [Christelle Jablonski-Castanier](#) vice-présidente conseillère départementale vice-président du Conseil départemental en charge de la vie associative, des collèges et des sports et bien sûr, la garde de rapprochée de Grand Delta Habitat parmi lesquels [Xavier Sordelet](#) directeur-général de GDH, [Lucas Beaujolin](#) directeur général de Vallis Habitat et ancien directeur commercial chez GDH...

Jeu de poupées russes commandité par la loi Elan 2 et la RT 2020

C'est d'ailleurs la nomination de Lucas Beaujolin à la direction générale de Vallis Habitat qui avait confirmé ce qui bruissait depuis, en vérité, l'absorption de Grand Avignon résidences -ancien Office Public de l'Habitat de la Ville d'Avignon transmis au Grand Avignon- par Mistral Habitat, le bailleur du Conseil départemental. La fusion était intervenue en janvier 2019 en présence de Julien Denormandie, ministre du logement de l'époque. En cause ? La fragilité financière récurrente et l'état de dégradation du parc des deux offices publics également peu actifs dans la construction, l'entretien et la réhabilitation de leurs logements. La fusion demandée par l'Etat des acteurs du logement social pour éradiquer l'éparpillement des finances et obliger à plus de résultats en termes de constructions et de réhabilitations -Loi [Elan 2](#) à venir -qui demanderait le regroupement des bailleurs sociaux à hauteur de 30 000 logements et la [RT 2020](#)- auront clairement porté le coup d'estocade aux offices les plus fragiles, les exposant au rachat par d'importantes organisations peut-être moins enclines à converser avec les maires et institutions locales pour procurer un toit à leurs administrés.

Anticiper pour ne pas subir

Et c'est Dominique Santoni qui ouvre la voie expliquant que le fil conducteur de son intervention est 'd'Anticiper pour ne pas subir'. Le sujet ? « Les difficultés grandissantes des vauclusiens pour se loger, d'accéder au logement social alors que 76% de la population vauclusienne y est éligible et, d'autre part, les contraintes et obligations de plus en plus fortes qui pèsent sur les bailleurs sociaux avec les constructions nouvelles dans les communes carencées, les projets de réhabilitation dans le cadre et hors [Anru](#) (Agence nationale pour la rénovation urbaine) et les besoins en ressources financières, techniques et humaines des acteurs du logement social.

Ecrit par le 5 avril 2025



Grand Delta Habitat s'est engagé à conserver la totalité des salariés de Vallis Habitat. Ces derniers pourront garder leur statut actuel dans la fonction publique où choisir celui de la coopérative plus avantageux en termes de rémunération. Le nouvel ensemble comptera près de 700 collaborateurs qui seront regroupés dans le siège actuel de GDH situé au pied du pont de l'Europe à Avignon. Concernant le siège de Vallis Habitat, en face des remparts au niveau de la porte Limbert, il est encore trop tôt pour savoir ce que deviendront les locaux.

Un bilan qui pousse à agir vite

Ce que veut le Département ? « Construire beaucoup, réhabiliter en profondeur et isoler partout, La présidente du Conseil départemental expliquant qu'en « 2022 GDH construira 300 logements quand Vallis Habitat en érigera 70 et que les grands chantiers Anru sur Avignon, Orange et Cavillon concernent ce même acteur du logement social touché, dans le passé, par de graves problèmes de gestion, la colère des locataires et des logements détériorés. »

Quant à la fusion intervenue plus de deux ans auparavant ?

« Elle n'aura pas permis de refonder un outil suffisamment fort et structuré opérationnellement pour répondre aux attentes des locataires et des communes ». Cependant si la présidente du Conseil départemental reste cash, elle précise que « les salariés de Vallis habitat subissent une situation où ils

Ecrit par le 5 avril 2025

n'y sont strictement pour rien. »

Quant à la décision de fusion GDH Vallis Habitat ?

Dominique Santoni révèle avoir rencontré Michel Gontard dans les tout premiers temps de son installation à la présidence -en juin 2021- pour la qualité de son travail et celles de ces équipes tant auprès des maires que des locataires » et aurait même demandé » l'installation de l'un de ses cadres au sein de Vallis Habitat pour y essaimer les méthodes de gestion et d'organisation de Grand Delta Habitat afin de porter 'Un champion vaclusien aux 38 000 logements.' »

Contrat moral et de moyens

Avec plus de 36% de minorité de blocage, le reste appartenant à Action Logement, Dominique Santoni promet aux maires et aux agglomération et EPCI (Établissement public de coopération intercommunale) de conserver leur droit d'usage des logements sociaux notamment lors des Commissions d'attribution -sujet épineux s'il en n'est-; des loyers maintenus à ceux d'aujourd'hui avec des travaux de réhabilitation rapidement menés corrélés à des prestations de qualité ; le maintien intégral de l'emploi et des conditions d'évolution renforcées au sein de l'entreprise pour tous les salariés issus de Vallis Habitat mais aussi de Grand Delta Habitat, bientôt au nombre de 700 et, pour les TPE et PME de Vaucluse, un leader du logement pourvoyeur d'emplois et de nouveaux marchés sur le territoire, ce qui a même tiré un mince sourire à un Christian Pons, président de la Fédé BTP84 pour l'heure très soucieux de l'augmentation exponentielle des prix des matériaux.

Les engagements ?

Grand Delta Habitat s'engage, par an, à construire 500 logements et à en réhabiliter 4 000 dans les 5 prochaines années, à aménager 50 lots, à en vendre 120 au titre de l'accession sociale sécurisée, à gérer des syndicats de propriété et à loger les plus démunis lors des Caléols (Commissions d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements), ce qui représente 2 700 attributions par an en Vaucluse. Deux nouvelles agences verront le jour, l'une pour Apt-Luberon l'autre pour Bollène-Nord Vaucluse, pour plus de proximité avec les résidents et l'assurance d'une prise en compte de chaque demande.

Grand Delta Habitat, plus grande coopérative HLM de France, s'engage à maintenir les loyers à leur niveau actuel et à réaliser 500 logements neufs par an (ndlr : hors [Anru](#)) comme ici avec le Clos Puy Redon à Pernes-les-Fontaines. Une opération de 10 logements livrée en avril dernier. Par ailleurs, le bailleur va réhabiliter 4 000 logements d'ici 5 ans pour un montant d'investissement de 120M€

Ils ont dit

Corinne Testud-Robert, présidente de Vallis Habitat et vice-présidente du Conseil départemental

« Nous avons d'immenses besoins en termes de construction de logement social et de réhabilitation, a confirmé Corinne Testud-Robert, de la part des Vaclusiens et des élus. La fusion permettra de pérenniser cet outil vaclusien au service des vaclusiens. Si cette fusion ne s'opérait pas, le Vaucluse serait le perdant d'une refonte nationale des bailleurs sociaux à l'aune d'une réglementation annoncée par tous, la [RT 2020](#) - la réglementation thermique et environnementale la plus ambitieuse et exigeante

Ecrit par le 5 avril 2025

pour la filière construction- et la Loi Elan 2. Nous nous devons d'offrir un outil performant au service des Vauclusiens. » La présidente de Vallis Habitat, nommée il y a 8 mois, a redit son attachement à des salariés professionnels, soucieux de leur mission et très impliqués. Cette mutation -la fusion- devra s'inscrire dans le gagnant-gagnant, » a-telle prévenu.

Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat

« Grand Delta Habitat sera bientôt fort de 700 salariés, a entamé Michel Gontard. 308, dont 158 fonctionnaires, provenant de Vallis Habitat, 370 de Grand Delta Habitat et 22 nouveaux salariés à venir prochainement. Chaque salarié trouvera sa place dans la structure et les fonctionnaires disposeront de la possibilité de faire jouer un détachement, une mise à disposition, une contractualisation à durée indéterminée. Nous garantissons l'accès à la formation et de nouvelles opportunités d'évolution de carrière. Les négociations avec les représentants des personnels se feront entre septembre et au cours des 15 mois suivants, chaque salarié conservant, préalablement, ses conditions de rémunérations actuelles. «

Une coopérative de l'Économie sociale et solidaire

Michel Gontard a souhaité rappeler la mission de service public de la coopérative GDH évoquant des prises de position fortes du Conseil d'administration et des salariés pour conserver à l'humain une place prépondérante face au capital. Il a ainsi précisé : « La coopérative Grand Delta Habitat a été la seule entité au niveau national à prendre à sa charge la baisse de l'APL (Aide personnalisée au logement) et la seule au niveau régional à ne pas appliquer l'IRL (Indice de référence des loyers). De même nous sommes très attentifs aux charges. C'est la raison pour laquelle nous travaillons sur l'isolation depuis des années. Pourquoi ? Parce que nous ne pouvons, comme nous l'observons, accepter que le niveau des charges côtoie le montant d'un loyer. Le Covid a lourdement impacté les salariés précaires que nous logeons, ainsi nous avons décidé la création d'une enveloppe de 50 000€ pour leur venir en aide. Nous devons également faire face au vieillissement des locataires pour cela nous avons créé une formule de bégainage pour personne seule ou en couple associée à des services. Cela fait suite à l'expérience que nous avons mené aux Cerisiers à Vedène.

La création de nouvelles entités

Michel Gontard a aussi évoqué la création d'une foncière commerce GDH, en partenariat avec la Banque des territoires -ex Caisse des dépôts et consignation, la banque d'Etat- pour porter des opérations de redynamisation de centre-ville ; d'un Comité de territoire pour construire la stratégie de GDH et la mise en place d'un outil de solidarité et de l'emploi pour aider à pérenniser les entreprises remarquant que cette méthodologie, déjà expérimentée dans le passé, qui avait permis la collaboration sur le chantier de plus en plus d'entreprises locales.

Grand Delta Habitat en chiffre une fois la fusion réalisée ?

Ce seront 90 000 personnes logées ; 8 000 lots en gestion de copropriétés ; 30 000 logements accessibles et 8 000 bientôt réhabilités ; 685 collaborateurs, 219M€ d'investissement ; 205M€ de chiffre d'affaires ; 85 communes de Vaucluse dotées de logements GDH ; 4% de logements vacants ; 10 agences de proximité en Vaucluse.

Logement social : fusion entre Grand Delta Habitat et Vallis Habitat

Avant de découvrir demain le détail de cette opération dans l'article de Mireille Hurlin ([lire ici](#)), voici déjà les grandes lignes de cette fusion qui devrait bouleverser le logement social en Vaucluse.

Dominique Santoni, présidente du [Conseil départemental de Vaucluse](#), Corinne Testud-Robert, vice-présidente du Département en charge de l'Habitat et présidente de Vallis Habitat ainsi que Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat (GDH) viennent d'annoncer la fusion entre les bailleurs sociaux [Grand Delta Habitat](#) et [Vallis Habitat](#). Le nouvel ensemble comptabilisera 38 000 logements (22 000 de GDH et 16 000 de Vallis) dont 30 000 dans le Vaucluse. La fusion devrait être effective à la rentrée prochaine.

Maintien des loyers actuels

Grand Delta Habitat, plus grande coopérative HLM de France, s'engage à maintenir les loyers à leur niveau actuel et à réaliser 500 logements neufs par an (ndlr : hors [Anru](#)), à réhabiliter 4 000 logements d'ici 5 ans pour un montant de 120M€ et à faciliter l'accès à la propriété de ses locataires (à hauteur de 120 logements). Deux nouvelles agences (secteur Bollène et secteur Apt/Luberon) devraient aussi voir le jour afin de mieux répondre au maillage du territoire vauclusien.

L'ensemble du personnel conservé

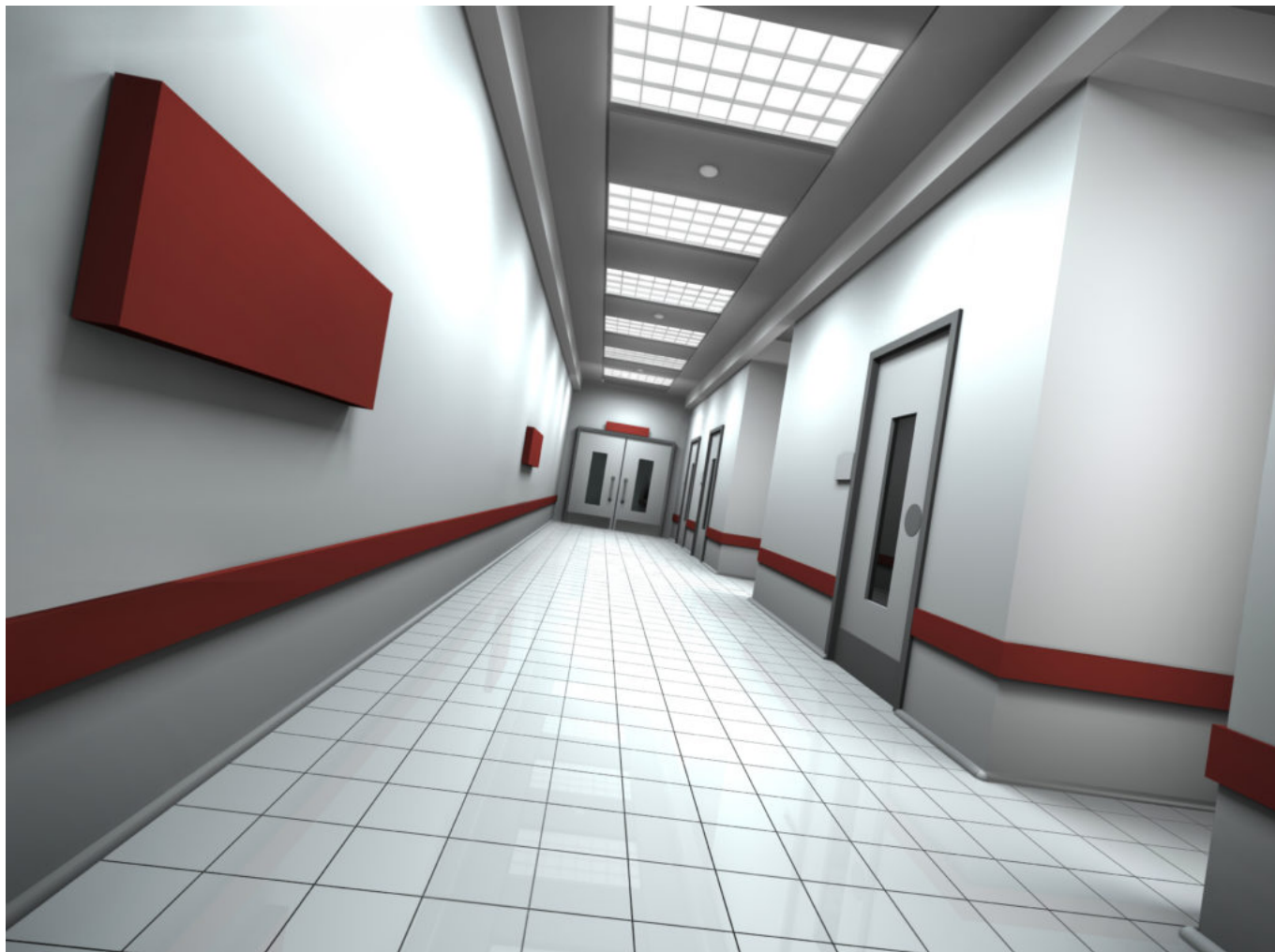
Par ailleurs, GDH s'engage à conserver la totalité des salariés de Vallis Habitat. Ces derniers pourront conserver leur statut actuel dans la fonction publique où choisir celui de la coopérative plus avantageux en termes de rémunération. Le nouvel ensemble comptera près de 700 collaborateurs et conservera son siège actuel basé à Avignon.

Le Département Vaucluse devrait posséder au moins 36% du capital de la coopérative afin de disposer d'une minorité de blocage (le reste du capital étant détenu par [Action logement](#)).

Retrouvez demain sur www.echodumardi.com notre dossier complet de Mireille Hurlin sur cette opération majeure pour le logement social en Vaucluse.

Ecrit par le 5 avril 2025

Le Département veut lutter contre les déserts médicaux



Le Conseil départemental de Vaucluse lance 'un SOS' afin de recruter 8 médecins généralistes avant la fin de l'année afin de lutter contre les déserts médicaux.

Il y a urgence. Le Vaucluse a la plus faible densité de généralistes de la Région Sud (85 médecins pour 100 000 habitants). En 5 ans leur nombre a fondu de 11% et plus de la moitié d'entre eux affichent un âge de plus de 55 ans, ils vont donc bientôt partir à la retraite.

D'où le cri d'alarme de la présidente du Conseil départemental de Vaucluse, Dominique Santoni : « Nous devons absolument recruter 8 médecins cette année ». Pour ce faire, avec son équipe, elle a échangé

Ecrit par le 5 avril 2025

avec l'Agence régionale de santé (ARS), la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), l'Ordre des médecins et les associations sur le terrain.

« Notre but n'est pas de concurrencer l'offre médicale existante mais de la compléter dans les Zones d'intervention prioritaires identifiées. » Ainsi, sur les 151 communes de Vaucluse, près de 3 sur 4 sont concernées selon l'ARS, Que ce soit dans des cantons ruraux (Cheval-Blanc, Pernes), péri-urbain (Bollène) ou quartiers de villes moyennes (Cavaillon, Carpentras, Isle-sur-la-Sorgue, Apt).

Département-pilote pour la Région

Ces médecins seront installés dans les EDES (Espaces départementaux des solidarités) ou des locaux mis à disposition par les maires, ils pourront travailler en relation avec les centres hospitaliers, ils seront rémunérés en fonction de la grille hospitalière. Grâce à notre territoire et ses atouts, (climat, patrimoine, paysages, qualité de vie), nous pouvons attirer des médecins qui n'auront ni loyer, ni charges à déboursier. Pour leur faciliter la vie, le département donnera un coup de pouce pour l'emploi de leur conjoint ou la scolarisation de leurs enfants.

« Avec la crise sanitaire, nous avons vu qu'il y a une absolue nécessité de renforcer notre offre de soins », poursuit Dominique Santoni. Avec la Région Sud, le président Renaud Muselier a décidé de faire du Vaucluse un département-pilote en matière de télémédecine. Nous envisageons aussi de le déployer dans les Ehpad. Un bus itinérant aussi est dans les projets, qui, avec une équipe médicale, irait à la rencontre de la population qui ne peut pas se déplacer. »

Ce 'Plan Santé', destiné à lutter contre les déserts médicaux de Vaucluse est évalué à 1M€, somme financée majoritairement par l'Assurance-Maladie.

Ecrit par le 5 avril 2025



Léa louard, Suzanne Bouchet, Dominique Santoni et Elisabeth Amoros lors de la conférence de presse du Conseil départemental de Vaucluse (© DR)

Budget 2022 : le Département de Vaucluse adopte un budget en hausse de 2,4%

Ecrit par le 5 avril 2025



Une longue séance de l'exécutif vaclusien, 3 tomes de délibérations-papier qui s'étalent sur 2675 pages...

Elle a débuté par un introduction de la présidente, Dominique Santoni. « Nous qui vivons en France, qui bénéficions de la liberté de parole et d'actions, nous qui pouvons échanger, débattre, voter et exercer ces droits démocratiques. Pendant ce temps-là, en Ukraine, à 3h d'ici, des hommes se battent et meurent, des femmes et des enfants souffrent, certains fuient les combats et quittent tout pour se réfugier chez nous. Je vous propose une délibération supplémentaire pour mettre à disposition un local qui accueillera ces réfugiés ukrainiens dans le Vaucluse ».

Hervé de Lépineau (RN) s'est étonné qu'il n'y ait « Jamais eu de task-force pour nos compatriotes dans le besoin alors que notre département est l'un des plus pauvres de France ». Réponse de Dominique

Ecrit par le 5 avril 2025

Santoni : « Les réfugiés se retrouveront dans des logements de fonction vacants, donc inoccupés et l'accueil se fera boulevard Limbert à Avignon dans un ancien magasin de musique vide (Dampierre). Sincèrement, il nous revient collectivement, de faire de nos débats du jour, des débats dignes, respectueux et conformes à ce que nous sommes nous Français, pour une République fière et forte de sa démocratie ».

Le premier budget de la nouvelle présidente

Pour le 1er budget de sa mandature, la présidente a insisté sur son aspect « équilibré » avec des recettes de fonctionnement qui progressent de +4,8% pendant que les dépenses augmentent 2 fois moins vite (+2,4%). Avec un investissement de 120M€, un record. Et une double mission : solidarité et développement.

Ce budget a été détaillé par le sénateur Jean-Baptiste Blanc. « Il se veut ambitieux et réaliste. Il s'établit à 715,6M€ - contre 699, 1M€ en 2021 (+2,4%). Il traduit notre volonté intangible de préserver les actions en faveur des Vauclusiens et des territoires, malgré les ponctions de l'Etat qui depuis 2014 représentent une perte cumulée de 206,9M€ ». Le social grimpe en flèche : +3,9M€ pour les handicapés, +7,2M€ pour les séniors, +1,8M€ pour l'enfance. Le revenu de solidarité active coûte 113M€ cette année, en constante évolution à la hausse.

Une part importante est accordée à l'amélioration de l'état des routes (52,9M€), à l'entrée ouest de Pernes, à la déviation d'Orange, au carrefour de Bonpas ou à la suppression du passage à niveau n° 15 particulièrement accidentogène à l'Isle-sur-la-Sorgue. 13 M€ seront affectés au renforcement de ponts, 11,6M€ aux véloroutes. Le patrimoine bâti bénéficiera de travaux de rénovation à hauteur de 3,5M€ (pour les façades et le toit du Palais des Papes ou la construction du futur Pôle Archives Départementales). Enfin, une vingtaine de millions seront alloués à la réhabilitation des collèges de Bédarrides, Sorgues, Vedène, du Pontet et de Cabrières.

Ecrit par le 5 avril 2025



Dominique Santi, première femme à la tête du Conseil départemental de Vaucluse, a présenté le premier budget de sa nouvelle mandature. Un budget adopté malgré 2 abstentions et 6 oppositions.

Recrutement de 8 médecins dans le cadre du plan santé

Yann Bompard (Ligue du Sud) dénoncera « Le désengagement chronique de l'Etat. Nos marges de manoeuvre se réduisent comme peau de chagrin. Les dépenses automatiques grimpent pendant que les recettes chutes, un vrai effet-ciseaux ». A gauche, André Castelli apprécie « Votre humanité, votre courage, Madame la Présidente, mais votre Plan Santé ne fait pas partie de nos compétences et nous entraîne dans un engrenage compliqué ». Ce à quoi, Dominique Santi rétorquera que « Recruter 8 médecins pour lutter contre les déserts médicaux du territoire vauclusien n'aura qu'un impact budgétaire minimum puisque la Sécurité Sociale remboursera 100% du coût et que son incidence ne sera que de 300 000€ en tout sur un budget global de plus de 716M€ ». Quant à Hervé de Lépineau, il ironisera sur « L'idéologie collectiviste de l'élu de Montfavet » et enchaînera : « Les dignitaires adorent venir en vacances dans le Luberon pour profiter des cigales et du rosé-piscine. Mais avec le renchérissement du taux des prêts, la hausse de l'inflation, la fin du mirage du télé-travail, les notaires assistent à une chute

Écrit par le 5 avril 2025

des transactions immobilières. Devons-nous nous attendre à une aggravation des prélèvements ? Que Macron arrête de siphonner les collectivités locales. Le problème c'est que appellerez à voter pour celui qui nous martyrise au soir du 1er tour de la présidentielle ».

La gauche vote le budget mais sera vigilante sur sa mise en pratique

Jean-François Lovisolo prendra la parole pour expliquer « A l'issue des élections cantonales, la gauche était majoritaire en voix et en sièges. Nous vous avons donné rendez-vous pour le 1er budget de cette majorité. Il protège les plus fragiles, il ne laisse personne sur le bord du chemin quand la guerre est à nos portes et la situation sanitaire incertaine. Nous voterons donc ce budget mais nous resterons vigilants si le compte n'y était pas ». Enfin Anthony Zilio (grâce à qui la majorité départementale est passée à droite avec son binôme Christine Lanthelme), il saluera « Les efforts entrepris pour promouvoir l'attractivité économique du département, la recherche des équilibres financiers, sociaux et économiques de chaque canton, urbain et rural, riche et pauvre ».

Malgré 5 abstentions et 6 oppositions, le budget sera adopté à la majorité absolue par 23 voix.

Les votes:

Pour : Dominique Santoni, Elisabeth Amoros, Suzanne Bouchet, Pierre Gonzalvez, Christelle Jablonsky-Castanier, Thierry Lagneau, Patrick Merle, Christian Mounier, Corinne Testud-Robert, Jean-baptiste Blanc, Marielle Fabre, Christine Lanthelme, Laurence Lefevre, Léa Louard, Jean-françois Lovisolo, Fabrice Martinez-Tocabens, Max Raspail, Sophie Rigaut, Alexandre Roux, Myriam Silem, Noelle trinquier, Bruno Valle, Anthony Zilio.

Abstention : Samir Allel, Valérie Andres, Yann Bompard, André Castelli, Annick Dubois,

Contre : Florelle Bonnet, Danielle Brun, Hervé De Lépineau, Joris Hebrard, Jean-claude Ober, Marie Thomas de Maleville

Christelle Jablonski-Castanier : « Les collèges sont une compétence phare du Département »

Ecrit par le 5 avril 2025



Du privé au public. Des stades de foot à la commission sport. Du rôle de mère à la délégation des collègues. Un moment avec Christelle Jablonski-Castanier, 38 ans, fourmillant d'idées au service des Vauclusiens.

Reprendre le flambeau de la délégation de la présidente du Département, une tâche périlleuse ? De l'aveu de la conseillère départementale du canton de Sorgues, le challenge prend la forme d'une continuité. Même si « [Dominique Santoni](#) avait mis la barre haut », l'engagement de Christelle Jablonski-Castanier puise sa force dans les projets d'avenir et la fraîcheur des idées. Des 'brunch', des assises, des Top chefs, des influenceurs et tant d'autres. « C'est une grosse marque de confiance d'être venue me chercher, de m'avoir proposée une vice-présidence, et en plus la sienne », nous confie la vice-présidente du Conseil départemental de Vaucluse, déléguée à la vie associative, au sport et aux collègues.

A la fois adjointe aux finances de Courthézon depuis 2020, conseillère communautaire à la [CCPRO](#), vice-présidente au Département, les prémices de sa carrière se font pourtant loin de l'hémicycle. De formation juridique, diplômée d'un master II en droit social à l'Université de Montpellier, celle qui se dit « avide de challenges et curieuse de tout » s'illustre pendant dix ans dans les ressources humaines et le droit du travail au sein d'un cabinet.

Écrit par le 5 avril 2025

C'est [Nicolas Paget](#), maire de [Courthézon](#), qui lui tend un jour une main généreuse et la plonge dans la campagne municipale. « On a travaillé sur le projet, animé des ateliers, et puis il m'a finalement proposée de devenir adjointe aux finances. Je suis assez curieuse, j'aime bien les challenges, donc j'ai accepté », nous confie celle qui exerce également en tant que clerc de notaire.



Un ordinateur pour chaque collégien, au collège Jean Brunet à Avignon. Crédit photo: Conseil départemental Vaucluse

La voilà donc dans les méandres de la fiscalité, des dossiers municipaux pointus, des budgets. « C'est super intéressant, je me suis régalée même si la finance d'une collectivité reste très technique », précise l'élue, qui animée par la soif d'apprendre, multipliera les bouquins sur le sujet. Vient l'heure des élections départementales, échéance si chère à la démocratie locale.

Parité oblige, Thierry Lagneau, maire de Sorgues et conseiller départemental, doit former un binôme avec une dame. Ni une ni deux, Nicolas Paget recommande son adjointe, abonde d'éloges sur ses compétences pour porter les intérêts du canton, « il me disait qu'il me pressentait bien, que j'avais les mêmes valeurs humaines que Thierry ». Une chose est certaine, hors de question pour elle de devenir une « élue bureaucrate », mais plutôt une représentante de « terrain », une personne de « contact ».

Durant la campagne, ils sillonnent les routes, à la rencontre des majorités des communes du canton. « L'avantage de mon rôle d'adjointe, c'est que j'étais familiarisée avec les problématiques des maires, notamment sur les écoles », souligne-t-elle. En juin 2021, Bédarrides, Sorgues, Châteauneuf-du-Pape, Jonquières, Courthézon élisent leurs conseillers départementaux : Christelle Jablonski-Castanier et

Ecrit par le 5 avril 2025

Thierry Lagneau.

« J'ai grandi sur les stades. »

Premiers pas dans l'hémicycle, au côté de ténors qui ont 'roulé leur bosse' en politique. Des Pierre Gonzalvez, Suzanne Bouchet, Christophe Mounier, Élisabeth Amoros, Jean-Baptiste Blanc, Corinne Testut-Robert pour ne citer qu'eux. Un logiciel tout neuf, une vision déconstruite, Christelle Jablonski s'installe et saisit ses premiers dossiers sous le coude. « Je n'avais pas d'idées préconçues. Je n'ai jamais été encartée, je ne fais pas de la politique partisane. Je suis là pour les gens. J'ai eu la chance d'être hyper bien accueillie. Au Département, on sait rire comme on sait être sérieux », souligne la vice-présidente.

Les responsabilités ne tardent pas. La cheffe de l'exécutive manifeste son désir de la voir reprendre la commission sport, collèges et vie associative. « Elle m'a convaincue que j'avais le profil, que je pouvais y arriver », explique Christelle Jablonski. Il faut dire que la vie associative ne lui est pas inconnue. Femme de footballeur et entraîneur, fille de président de club, les terrains de foot furent sa maison durant toute sa jeunesse. « J'ai grandi sur les stades, le milieu associatif, le bénévolat et Roger qui fait des merguez tous les dimanches, je connais », résume-t-elle.



Ecrit par le 5 avril 2025

Thierry Lagneau, 1er vice-président du Conseil départemental de Vaucluse et Christelle Jablonski-Castanier, au côté des principaux des collègues.

Arrivée au Département, l'élue découvre les frontières, la cartographie des compétences, jusqu'où vont-elles, où s'arrêtent-elles ? Pour l'épauler dans sa mission, une équipe « réactive et efficace ». La juriste de formation révèle rapidement son côté tatillon, « j'ai besoin de connaître le fond des dossiers, je m'investis pleinement. J'ai été élue pour une mission, des personnes étaient là avant, d'autres personnes me succéderont, mais tant qu'on y est, on fait évoluer les dossiers. Ça s'appelle l'engagement », explique-t-elle.

Rapidement, la vice-présidente rappelle l'attention que porte le Conseil départemental de Vaucluse aux collègues vauclusiens auxquels il consacre 13,4M€ en fonctionnement et 26,2M€ en investissement. Un investissement qui permet notamment d'équiper [14 000 collégiens d'ordinateurs portables](#). « La distribution de PC n'est pas anodine dans le 5e département le plus pauvre de France. Dans beaucoup de foyers, la fratrie se partage un seul ordinateur. Les élèves avaient du mal à croire que le PC était pour eux », se rappelle-t-elle.

« Il faut vraiment travailler main dans la main avec l'Education nationale. »

A tous les détracteurs du digital et de ses dérives sur la concentration, la règle d'or réside dans l'utilisation que l'on fait de la machine. « Certains élèves ne savent pas mettre une majuscule sur le clavier, d'autres ne savent pas comment faire une recherche sur Google car trop habitués au téléphone, à Siri, etc. Il ne faut pas avoir peur de l'inconnu et sortir de sa zone de confort. A chaque changement d'habitude, il y a des crispations, mais dans ce monde qui se numérise, apprendre à utiliser ces outils s'avère indispensable. C'est d'ailleurs pour cela que les Edes de Vaucluse, dont [celui d'Apt inauguré récemment](#), mobilisent du personnel pour accompagner dans les démarches numériques », souligne la vice-présidente.

« Nous devons vraiment travailler main dans la main avec l'Education nationale, faire des remontées d'informations, se voir régulièrement, travailler dans la réciprocité, sinon c'est un coup d'épée dans l'eau », commente l'élue. Et d'ajouter : « tout le monde me dit que mon mandat est long, mais non, ça va être hyper court ».

Ecrit par le 5 avril 2025



Christelle Jablonski est également vice-présidente de [VPA](#), au côté de Pierre Gonzalvez, président de VPA et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue

Après discussion avec la directrice des collèges de Vaucluse, un autre enjeu se révèle. « Le harcèlement, la citoyenneté, l'égalité homme/femme, ce sont des problématiques sur lesquelles nous avons été très vite en phase toutes les deux », se remémore la conseillère départementale. Dans les collèges, Christelle Jablonski met l'accent sur les ateliers de travail et d'échanges.

« Nos enfants sont nos citoyens de demain, ce sont eux qui iront voter. Je l'avais déjà remarqué en campagne d'ailleurs, beaucoup ne savent pas ce qu'est la citoyenneté. Les jeunes entendent ce que dit papa et maman le soir au dîner, ce que dit le monsieur à la TV, et se limitent à ça. En plus de la police et des intervenants classiques, il faut faire intervenir au cœur des collèges des influenceurs, des associations, des sportifs pour sensibiliser les jeunes », suggère la maman de deux enfants.

Au chapitre compétence et décentralisation, après moultes navettes parlementaires, la commission mixte

Ecrit par le 5 avril 2025

paritaire à élaboré un texte commun ce 31 janvier. Le projet de loi 3DS (pour différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification de l'action publique locale) devrait être adopté sous cette législature. Une des conséquence pour les collèges de Vaucluse en est [l'article 41](#) car les gestionnaires de collèges ne seront plus seulement soumis à l'autorité du ministère de l'Education nationale. Le département de Vaucluse exercera dorénavant une autorité fonctionnelle sur l'adjoint du chef d'établissement chargé des fonctions de gestion matérielle, financière et administrative, dans le respect de l'autonomie de l'établissement .

« Tout le monde me dit que mon mandat est long, mais non, ça va être hyper court. »

Il faut dire qu'à chaque vague de décentralisation, la question revenait sur la table : les gestionnaires de collège et de lycée, fonctionnaires d'Etat dépendant du ministère de l'Education nationale, ne devraient-ils pas faire l'objet d'un transfert dans la fonction publique territoriale ? Une partie de leurs missions consiste en effet à gérer les bâtiments scolaires ainsi que les services de restauration scolaire, dépendant du financement des conseils départementaux et régionaux.

« Les collèges sont une compétence phare du département de Vaucluse. Je vais à tous les conseils d'administration des collèges de mon canton. Je m'engage pendant tout mon mandat à manger dans les collèges privés ou publics, avec notamment les gestionnaires et les agents », précise la vice-présidente. Des agents qui ont quelques fois de quoi être désorientés, voir confus. Le chef d'établissement n'est pas l'employeur. Le gestionnaire donne des directives mais n'est pas le patron. Il gère le bâtiment, sur les deniers du Département.

« Certains enfants ne font pas la différence entre courgette et concombre. »

« Les opérations '[Au pré de l'assiette](#)' ainsi qu'[Agrilocal](#) ont bien fonctionné également. Promouvoir l'accès à une alimentation de qualité et valoriser le manger local, tels sont les enjeux du Département », indique l'élue. Pour ce faire, 'Agrilocal, une plateforme de mise en relation gratuite et immédiate entre les acheteurs publics de la restauration collective (collèges, écoles primaires, maisons de retraite, lycées, etc.) et des fournisseurs locaux. Sur les sept premiers mois de 2021, le chiffre d'affaires de la plateforme [Agrilocal](#) est à +154% par rapport à 2020 et à + 26,2% par rapport à 2019. « Il y a encore beaucoup de pédagogie à faire. Certains enfants ne font pas la différence entre courgette et concombre, épeautre et riz. Pourquoi ne pas faire des concours Top chef, davantage d'ateliers pédagogiques pour sensibiliser sur le bien manger », suggère-t-elle.

Deux collèges vauclusiens sont pilotes pour être labélisé Ecocert, les collèges Gérard Philippe à Avignon et Anne Franck à Morières-les-Avignon. Un label qui inclue le premier cahier des charges français dédié

Ecrit par le 5 avril 2025

à la restauration collective bio, qui impose des critères non seulement sur le contenu mais aussi sur l'établissement. Il prend en compte les enjeux sociétaux, environnementaux et de santé publique des établissements de la restauration collective en 3 niveaux de labellisation. « On travaille également sur le gaspillage alimentaire, le composteur, on donne beaucoup à des associations. Avec Christian Mounier, vice-président en charge de l'agriculture, on réfléchit notamment à une légumerie mutualisée sur le bassin d'Avignon », évoque l'élue.



Visite de la société civile d'exploitation agricole « La Perrine » à Sorgues.

« Le Département est vital pour les associations. Beaucoup ne connaissent pas les dispositifs d'aide, ne savent pas comment monter un dossier, ou manquent simplement de temps. Depuis que je suis arrivée, je suis assistée par un agent spécialisé sur les subventions qui m'aide beaucoup. Mon souhait : valoriser le bénévolat. Les nouvelles générations ressentent moins ce sentiment d'appartenance, c'est un peu une 'génération kleenex', il faut valoriser le peu de bénévoles qu'il reste », juge Christelle Jablonski qui pointe du doigt la carence du sport de haut niveau. « Les mairies doivent aussi être un moteur, ne serait-ce qu'au regard des infrastructures dont elles sont propriétaires. En plus de véhiculer des valeurs, le sport est une vitrine, il fédère un monde économique », précise-t-elle.

Ecrit par le 5 avril 2025

Autre projet dans les cartons, le Vaucluse a postulé pour être ville étape de la flamme olympique, avec Christelle Jablonski en tant que référente nommée par l'ADF (Assemblée des départements de France). « Nous allons leur soumettre quatre ou cinq lieux stratégiques et transmettre un kit de communication [aux communes labellisées](#) afin de bénéficier d'un rayonnement maximal », conclue la vice-présidente dont les envies de Vaucluse ne sont pas prêtes à s'éteindre.



Rassemblement des 25 communes Vauclusiennes labellisées Terre de Jeux 2024 à Rasteau. Photo DR

Ecrit par le 5 avril 2025

Le 'ROB' au menu de la 1re plénière 2022 du Département



Ce Rapport d'orientation budgétaire (ROB) 2022 du nouvel exécutif présidé par Dominique Santoni se résume en une formule-clé : « Investir et s'investir ». Avec comme leitmotiv renforcer l'investissement pour rendre le Vaucluse toujours plus attractif.

Et c'est le sénateur LR et rapporteur de la délibération, Jean-Baptiste Blanc qui le détaille. « Bien qu'ayant perdu tout levier fiscal avec la suppression progressive de la taxe d'habitation, nous devrions bénéficier de la dynamique de la TVA, de la très bonne tenue des Droits de mutation et de la stabilité des dotations de l'Etat. Cette bonne santé financière doit permettre au département de faire face aux effets d'une crise sanitaire persistante et à l'augmentation marquée des charges à vocation sociale destinées à accompagner la population mais aussi à investir durablement. »

Des marges de manœuvres

Ecrit par le 5 avril 2025

L'état des lieux fait apparaître des marges de manœuvres financières reconstituées malgré la baisse des DGF (Dotations globales de fonctionnement) de 174M€ entre 2014 et 2020, une épargne de gestion passée de 59M€ à 94 et une épargne nette de 30 à 68M€ sur la même période. De sorte que la dette par habitant en 2020 est de 370€ contre 433€ pour les départements de même strate. Et pour l'exercice à venir, les prévisions de budget primitif devraient passer de 702,5M€ en 2021 à 716,8 cette année, soit +2%. Quant à l'évolution des frais de personnel (pour les 2 747 agents), grâce à une gestion rigoureuse, elle passera de 131,9M€ à 131,3 (-0,6M€).

Puisque « investir » est le maître-mot de cette mandature, premier dossier à l'étude, le déménagement des archives Départementales du Palais des Papes vers Agroparc. 10 600m², 40km linéaires de documents pour ce futur Pôle de Recherche et de Conservation. Deuxième projet : la nouvelle Maison départementale pour les personnes handicapées (14,8M€) quartier Limbert à Avignon, également au programme, la modification du carrefour de Bonpas (25M€), la déviation de la Nationale 7 pour contourner Orange (50M€), la 2^e tranche de la LEO (liaison est-ouest) entre Rognonas et le carrefour de l'Amandier à Avignon (21M€) et la sécurisation du passage à niveau accidentogène de Petit Palais (14,9M€) entre l'Isle-sur-la-Sorgue et Cavaillon.

10% de la flotte des véhicules en électriques

Pour les collégiens, 3 établissements vont être rénovés : Saint-Exupéry à Bédarrides, Lou Vignères à Vedène et Charles de Gaulle à Apt. D'ici 2024, les 24 000 élèves du secteur public et les 6 000 du secteur privé, ainsi que leurs professeurs, bénéficieront d'un ordinateur pour que ne se creuse pas la fracture numérique.

Le social, entre les dépenses d'aide aux plus démunis (198,7M€) et à l'insertion (121,6M€), est le 1^{er} budget de Vaucluse qui se veut « humain et solidaire » pour les handicapés, l'accueil et l'autonomie des personnes âgées, la protection de l'enfance, le versement du RSA et l'accompagnement de ces bénéficiaires.

Pour moderniser l'institution et éviter de gâcher des tonnes de papier, un parapheur électronique sera mis en place. Toujours dans cet esprit de comportement environnemental, dès 2022, 10% de la flotte des véhicules du Conseil départemental seront électriques.

« Investir, n'est pas un gros mot. »

Jean-Baptiste Blanc, conseiller départemental du canton de Cavaillon.

Le débat débute avec l'intervention d'André Castelli, pour le Front de Gauche qui s'étonne qu'à « aucun moment dans le document, il ne soit fait état d'Ehpad (Etablissements hébergeant des personnes âgées dépendante) ». Dominique Santoni, la présidente, lui rétorquera qu'elle n'a pas à rougir de ce qui est fait, nous aidons tous les vauclusiens, avec des emplois, des logements, et que je sache j'ai soutenu les Ehpad de Sablet et Sainte-Cécile-les-Vignes avec une enveloppe de 200 000€. Nous allons mener une réflexion sur le devenir de nos aînés. » Samir Allel, dans l'opposition, fera une longue déclaration de politique générale sur la réduction de la taxe carbone, la maîtrise foncière, il évoquera un « plan nature », un

Ecrit par le 5 avril 2025

« plan climat ». Yann Bompard (Ligue du Sud) dénoncera de marges de manœuvres de plus en plus réduites, faute de levier fiscal approprié, Anthony Zilio, élu départemental du canton de Bollène saluera « un budget qui va à contre-courant de la morosité ambiante ». Enfin, Jean-Baptiste Blanc élu du canton de Cavaillon conclura en disant « Investir, n'est pas un gros mot. Nous refusons ce destin de 5^e ou 6^e département le plus pauvre de France. »

Prochaine séance plénière : le vendredi 25 mars.

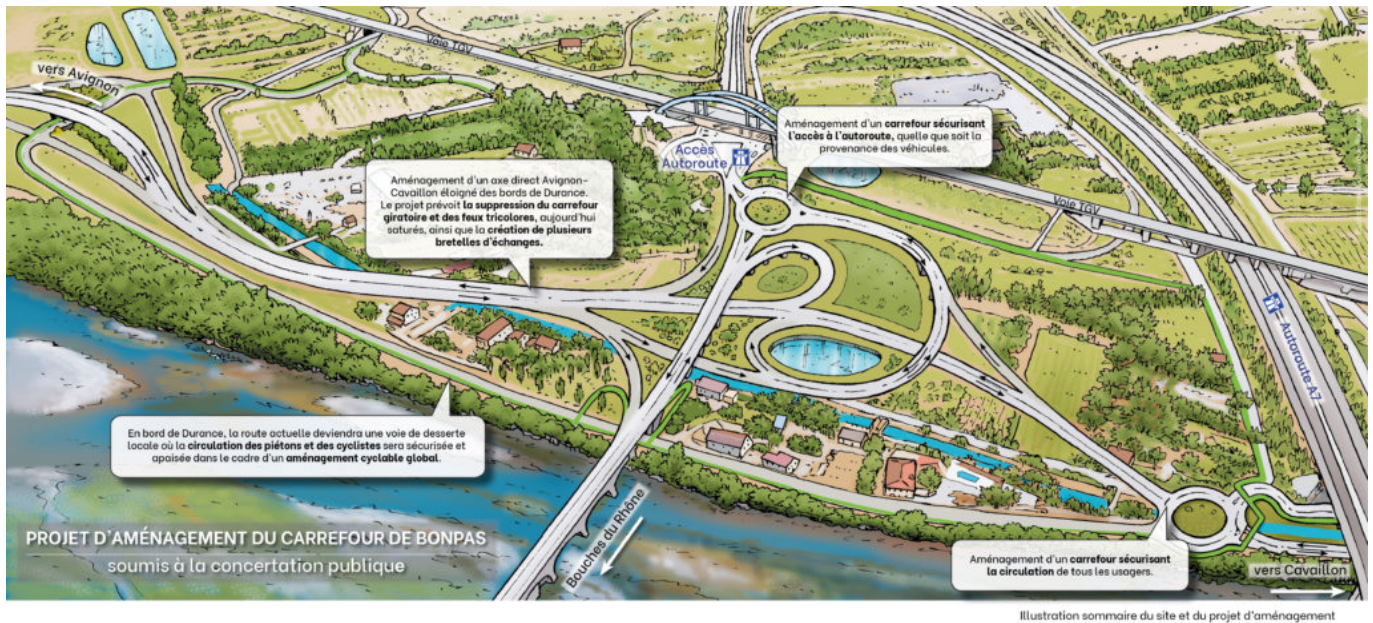
Dominique Santoni : « Ce qui compte c'est ce qu'il reste quand on s'en va »

Dans un entretien donné à l'occasion de la sortie de l'édition 2021 de notre hors-série 'Le Vaucluse en Chiffres', Dominique Santoni, première femme à la tête du département de Vaucluse depuis 1793, évoque les grandes lignes de son mandat à venir. Pour cela, l'élue va bénéficier d'un mandat particulièrement long afin de mener sa politique. Une action qu'elle entend mettre sous le signe de l'investissement et de l'attractivité du territoire.

Par le jeu du calendrier électoral, vous allez disposer d'un mandat de 7 ans. Il faut remonter un siècle auparavant, époque où les conseillers généraux étaient élus pour une durée de 9 ans, pour retrouver une telle durée. Qu'allez-vous donc faire de tout ce temps ?

« C'est vrai que c'est un atout et ce d'autant plus que le précédent mandat nous a permis d'assainir les finances du Département. Mais il faut parfois aussi oser investir de temps en temps. Car l'investissement entraîne des retombées. Nous allons donc disposer de temps, mais aussi des moyens pour réaliser des choses. Il faut d'abord investir pour développer des infrastructures indispensables si nous voulons que des gens viennent s'installer en Vaucluse, surtout si nous arrivons à attirer des entreprises exogènes. Il faut que les gens puissent se déplacer. Cela passe donc par les aménagements routiers et la résorption des nombreux points noirs en Vaucluse, notamment le carrefour de Bonpas, qui permettra une véritable ouverture sur le Nord des Bouches-du-Rhône, mais aussi le contournement de Coustellet ainsi que celui d'Orange ou bien encore la LEO. Cela veut dire qu'à l'horizon 2027-2028, on pourrait avoir un Vaucluse transfiguré en termes d'aménagements routiers. L'objectif étant de réduire les temps de transport des Vauclusiens. Il serait dommage de venir de Paris en 2h40 de TGV, puis de mettre 1h pour rejoindre Agroparc ou 1h30 pour aller dans le Luberon. »

Ecrit par le 5 avril 2025



Les grandes lignes du projet de réaménagement du carrefour de Bonpas.

Quels sont les autres axes de votre action ?

« Si nous voulons être attractifs, il faut embellir. Pourquoi les gens viendraient en Vaucluse ? Parce qu'on va leur offrir des choses que l'on ne retrouvera pas dans les départements voisins. Le Vaucluse a déjà des paysages magnifiques à offrir. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si notre territoire accueille deux parcs naturels régionaux. On a une qualité de vie importante. Autant d'atouts qui tombent à pic, dans un moment où la Covid, au-delà de tous les effets détestables que l'on connaît, est peut-être pour nous une sorte d'opportunité dans le sens où beaucoup de gens veulent désormais vivre une vie un peu différente. Des gens qui en ont marre des grandes villes et des grandes métropoles alors que, aujourd'hui, nous sommes un territoire où tout est axé sur un développement durable. Il y a une fenêtre de tir mais, j'insiste, comment faire pour que l'on vienne chez nous plutôt qu'ailleurs ? Pour cela, il faut créer de l'envie et cela passe avant tout par les gens de ce territoire ainsi que par ceux venant de l'extérieur, des gens qui ont choisi ce département et qui veulent en être fiers. »

Est-ce pour cela que vous souhaitez sortir de vos zones de compétence afin de pallier certaines carences sur le territoire ?

« Les collègues, les routes, le social, le handicap... Le Conseil départemental sait déjà bien faire tout cela. Cependant, il faut que les Vauclusiens se sentent concernés par le Département et qu'ils voient ce qu'il fait pour eux au quotidien. Pour cela, il faut se mettre à leur place. Ainsi, à l'image de ce qu'a pu faire la Région lors de la crise sanitaire, Renaud Muselier a su incarner cette collectivité parfois perçue comme éloignée des gens. Il a su réagir, mais il a su aussi innover. La capacité d'innovation des élus c'est important. Mais pour gagner en efficacité, il faut travailler ensemble. »

Ecrit par le 5 avril 2025

« Pour gagner en efficacité, il faut travailler ensemble. »



A l'image des aménagements cyclables à Réalpanier, la présidente du Conseil départemental entend travailler plus étroitement avec la Ville d'Avignon. Ici aux côtés de Cécie Helle, maire de la cité des papes.

Vous souhaitez donc que le Vaucluse chasse davantage 'en meute' ?

« Nous sommes dans un département un peu spécial, on ne va pas revenir sur la papauté, l'enclave, le Sud du Luberon... Des gens qui ont parfois manqué d'esprit d'équipe. Nous n'avons pas forcément joué collectif, alors que si on additionne toutes les forces je crois que cela peut marcher. C'est cet état d'esprit que nous devons développer afin d'être attractifs. Il faut travailler avec les EPCI et les communes pour les aider à investir. Si demain nous arrivons à avoir des médecins dans tous les Edes (Espaces départementaux des solidarités), si on arrive à créer des maisons médicales avec les communes qui en ont besoin, alors nous aurons relevé ces défis. Idem avec la sécurité et la vidéo-protection où nous serons là pour aider les communes vauclusiennes. »

Où placer Avignon dans ce collectif, sachant que jamais un Avignonnais n'a présidé aux

Ecrit par le 5 avril 2025

destinées du Département ?

« C'est vrai qu'avec la ville d'Avignon, on a plutôt vécu côte à côte jusqu'à présent. Avignon a une image extraordinaire et c'est la ville la plus importante du département, il faut que l'on travaille ensemble. Il est indispensable de fédérer tous les élus pour mieux vendre notre territoire. Je suis très 'équipe' pour ne pas dire 'clanique'. »

Comment le département peut être le chef de file de cette action collective ?

« Il faut d'abord consulter pour établir un diagnostic avec les forces et les faiblesses de chaque canton. Il faut aussi mettre en place des outils de financement pour aller chercher les aides là où elles se trouvent, notamment en confortant les liens avec la Région qui est la porte d'accès des financements européens. Nous avons toutefois des territoires très différents, on ne peut pas comparer Cavaillon ou Bollène, qui ont un accès direct à l'autoroute, avec le Pays d'Apt où l'on est un peu plus 'nature'. Le LSBB (Laboratoire souterrain à bas bruit) à Rustrel n'a pas besoin de camions ou d'infrastructures routières. »

« Nous disposons d'une mosaïque de 'marques' incomparables : le Ventoux, le Luberon, Châteauneuf-du-Pape, Avignon. Ici on a tout. »



À chacun ses spécificités donc ?

« Effectivement, il faut être complémentaire. Il faut faire une analyse de chaque territoire pour savoir

Ecrit par le 5 avril 2025

quels serait le cœur de cible et quelles entreprises veut-on y attirer et pourquoi. Définir l'ADN de chacun de nos 17 cantons pour permettre à des personnes très différentes de trouver ce qui pourrait les intéresser dans ce département. Toutefois, on ne va pas installer Amazon non plus, cela n'aurait pas de sens car notre développement passe par la qualité de vie et l'image que nous en donnons. C'est notamment pour cela que nous devons proposer un tourisme raisonné basé sur la qualité de vie, la qualité des paysages, la qualité des produits, la qualité du patrimoine. Hors de question de proposer un tourisme de masse alors que nous disposons d'une mosaïque de 'marques' incomparables : le Ventoux, le Luberon, Châteauneuf-du-Pape, Avignon. Ici on a tout. »

Votre volonté est-elle de faire du Département un 'accélérateur' de développement ?

« Oui, en axant notre stratégie sur le cyclotourisme, le soutien à notre université, le développement de filières autour de l'intelligence artificielle, le cinéma, la 'Silver économie', les jeux vidéo... pas forcément des entreprises qui ont besoin de beaucoup de foncier. Le tout en s'appuyant sur des outils comme VPA (Vaucluse Provence attractivité) qui, au-delà du tourisme, accompagne l'arrivée des entreprises sur notre territoire. Mais attention, avant d'aller en chercher d'autres, la priorité c'est de s'assurer que les entreprises déjà installées sur notre territoire se portent bien et qu'on les aide à y rester notamment en termes de recherche de foncier. Il y a aussi plein de talents dans ce département. Des gens possédant de la matière grise, des idées, de l'argent, des réseaux qui ont envie de créer et de s'investir pour ce territoire. Le rôle du département s'est aussi d'aller les voir pour en faire des sortes 'd'ambassadeurs'. »

« Il y a plein de talents dans ce département. »

Bonpas va desservir les Bouches-du-Rhône, la LEO alimente les zones d'activité de Rognonas et Châteaurenard, les communes gardoises du Grand Avignon sont délaissées par leur propre département ainsi que par la Région Occitanie... Vous êtes aussi contrainte par des réalités administratives qui ne vous facilitent pas la tâche ?

« Nous avons déjà beaucoup de choses à faire aujourd'hui. À commencer par tous les chantiers que nous devons lancer. Mais après, pourquoi ne pas mener une réflexion afin de repenser les limites administratives de notre département en fonction de la réalité de nos bassins de vie ? J'y suis plutôt favorable même si ce n'est pas nous qui, au final, déciderons. L'idéal serait d'initier un collectif fédérant les élus et les décideurs économiques concernés afin de porter cette réflexion, mais cela sera dans un deuxième temps. Pour l'instant, ce serait déjà bien de bâtir des projets communs pour débiter. »

Le Vaucluse en 2028 il ressemblera à quoi ?

« Ce sera un département où on vivra bien, où l'on travaillera mieux, avec de nouveaux citoyens. Qui ne sera plus en queue de peloton des départements les plus pauvres de France. Avec des bâtiments en harmonie avec la beauté de ses paysages, avec des entreprises adaptées à ce territoire. À partir du moment où l'on se déplacera facilement, que l'on aura des médecins, des collèges, du très haut débit internet, je suis persuadée que les gens viendront. Attention toutefois, il ne faut pas se loupier. C'est bien de se fixer des objectifs, mais il faut que les projets sortent car ce qui compte c'est ce qu'il reste quand

Ecrit par le 5 avril 2025

on s'en va. »

Vaucluse : 11 collèges profiteront du 'Campus sécurité routière'



Le Conseil départemental de Vaucluse investit chaque année 34 000€ pour son opération 'Campus sécurité routière' dans les collèges. Des journées de prévention et d'éducation qui existent depuis 1996.

Objectif ? Sensibiliser aux règles de bonne conduite. En 24 ans, ce sont plus de 119 000 jeunes qui en ont bénéficié pour mieux assurer leur sécurité et celle des autres (piétons, cyclistes, motocyclistes ou futurs

Ecrit par le 5 avril 2025

conducteurs). Le collège Rosa Parks de Cavaillon était le premier à en bénéficier ce mardi 23 novembre à 8h30.

Ateliers thématiques

Pour l'année 2021-2022, les classes des onze collèges retenus bénéficieront d'une journée entière de formation-sensibilisation. Cette action animée par des professionnels de la sécurité routière, aborde les notions de risques, de prévention et de vie en société au travers d'ateliers pratiques ou thématiques. Les collèges visités ont été choisis par une commission d'examen des candidatures grâce à un jury (partenaires institutionnels et associatifs, services du Conseil départemental).

En début de matinée, les collégiens assistent à des démonstrations sur les distances de sécurité ou de freinage. Dans un second temps, ils assistent à une simulation d'accident entre un véhicule et un motocycliste effectuée par un pilote professionnel du risque automobile (Drag'auto). Les élèves participent ensuite à des ateliers thématiques de 50 minutes choisis par leur établissement scolaire. Le Département offrira un bracelet réfléchissant à chaque collégien ayant participé au Campus afin d'améliorer sa visibilité lors de ses déplacements.

Police municipale et trottinette électrique

En 2021, de nouveaux partenaires ont été intégrés. Il s'agit des polices municipales qui animent ponctuellement un atelier pour enrichir les thématiques proposées : partage de la route entre les différents modes de déplacements, responsabilisation des jeunes concitoyens et civisme autour des collèges. Un nouvel atelier a également vu le jour : l'usage de la trottinette électrique. Les dangers liés à son utilisation sont bien présents et peuvent occasionner des dommages corporels importants en cas d'accident. Cet atelier aura pour but de faire le point sur les aspects règlementaires, sécuritaires et comportementaux que requiert son utilisation sur la voie publique.

Depuis cette année, l'association 'Prévention routière' utilise un nouveau simulateur 'Test au choc', financé à hauteur de 70% par le Conseil départemental de Vaucluse. D'une capacité de quatre personnes, il peut simuler des chocs contre un obstacle, à une vitesse de 4 ou 8 km/h. Sa conception différente permet de se rapprocher encore bien plus d'un choc réel.

Les 11 établissements concernés

11 collèges sont ainsi programmés pour cette année scolaire :

- mardi 23 novembre 2021 : collège Rosa Parks à Cavaillon ;
- jeudi 25 novembre 2021 : collège Paul Eluard à Bollène ;
- mardi 7 décembre 2021 : collège Barbara Hendricks à Orange ;
- mardi 25 janvier 2022 : collège Marion Mauron à Pertuis ;
- mardi 1 février 2022 : collège Anselme Mathieu à Avignon ;
- jeudi 3 février 2022 : collège Alphonse Daudet à Carpentras ;

Ecrit par le 5 avril 2025

- mardi 22 février 2022 : collège Lou Vignarès à Vedène ;
- jeudi 24 février 2022 : collège Jules Verne, Le Pontet ;
- mardi 15 mars 2022 : collège Clovis Hugues à Cavaillon ;
- jeudi 17 mars 2022 : collège Jean Bouin à L'Isle-sur-Sorgue ;
- mardi 26 avril 2022 : collège Marie Rivier à Sorgues.

L.M.

Sept collèges du Vaucluse goûtent à l'opération 'Au pré de l'assiette'



Ecrit par le 5 avril 2025

Du 11 au 15 octobre, le Conseil départemental de Vaucluse et l'association nationale Agrilocal mettent à l'honneur les producteurs et les cuisiniers vauclusiens de la restauration collective.

Sept collèges et deux communes cuisineront, selon la formule qu'ils ont choisie, soit un repas 100% local, soit proposeront au moins un produit spécifique du terroir par jour dans la semaine, commandé via la plateforme Agrilocal84.fr. A cette occasion, un jeu-concours destiné aux collégiens sera également organisé sur l'heure du déjeuner pour tenter de gagner le livre de recettes 'Cuisiner local à la maison !' offert par l'association nationale [Agrilocal](https://Agrilocal.com). En complément de ce lot, le Conseil départemental de Vaucluse et le Comité de promotion des produits du Vaucluse offriront aux gagnants des cagettes de produits locaux et des fiches découvertes des produits vauclusiens. Destinées aux collégiens, elles valorisent quatre produits phares du Vaucluse : le safran, le berlingot de Carpentras, l'ail de Piolenc et le Muscat AOC du Ventoux.

Promouvoir la proximité

Promouvoir l'accès à une alimentation de qualité et valoriser le manger local, tels sont les enjeux de l'initiative 'Au pré de l'assiette » sous la houlette d'Agrilocal. La plateforme de mise en relation gratuite et immédiate entre les acheteurs publics de la restauration collective (collèges, écoles primaires, maisons de retraite, lycées, etc.) et des fournisseurs locaux (producteurs agricoles, artisans, etc.) se veut un outil au service des territoires. S'appuyant sur quatre compétences dévolues aux Départements : social, éducation, tourisme et solidarité territoriale, Agrilocal incite à la commande de produits sains, frais et diversifiés répondant aux exigences nutritionnelles de la restauration collective.

+154% de chiffre d'affaires

Sur les 7 premiers mois de 2021, le chiffre d'affaires de la plateforme est à +154% par rapport à 2020 et à + 26,2% par rapport à 2019. 34 collèges sont inscrits sur la plate-forme ainsi que 12 lycées et autres structures (associations, chambre consulaires...), 36 communes et intercommunalités, deux hôpitaux et quatre EPHAD, 13 autres structures (associations, restauration privée). 120 acheteurs et 249 fournisseurs sont inscrits sur Agrilocal84.fr, impulsé en 2014 par le Département, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture de Vaucluse et la Chambre des métiers et de l'artisanat.

Ecrit par le 5 avril 2025



Collège Diderot à Sorgues. Crédit photo: Conseil départemental de Vaucluse

1600 collégiens concernés en Vaucluse

7 collèges, 1 600 collégiens et 2 600 élèves des écoles primaires étaient ou seront concernés par cette opération 2021 :

- Collège Denis Diderot à Sorgues : lundi 11 octobre à 15h50
- Collège Gérard Philipe à Avignon : lundi 11 octobre à 15h20
- Collège Jean-Bouin à L'Isle-sur-la-Sorgue : mardi 12 octobre à 15h55
- Collège Jules Verne au Pontet : mardi 12 octobre à 15h50
- Collège Joseph Vernet à Avignon : jeudi 14 octobre à 15h20
- Collège Barbara Hendricks à Orange : vendredi 15 octobre à 15h50
- Collège Jean Brunet à Avignon : vendredi 15 octobre à 15h50